



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 03/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIBELCO France

2 rue de Foljuif
77140 Saint-Pierre-lès-Nemours

Références : E/222005

Code AIOT : 0006500137

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2022 dans l'établissement SIBELCO France implanté Le Bois de la Justice 77780 Bourron-Marlotte. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIBELCO France
- Le Bois de la Justice 77780 Bourron-Marlotte
- Code AIOT : 0006500137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral n° 2021-07/DCSE/BPE/M du 15 avril 2021, la société SIBELCO France est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables industriels et de grès, d'une superficie totale de 95 ha 09 a 24, sur le territoire de la commune de Bourron-Marlotte, au lieu-dit « Le Bois de la Justice ». Cette autorisation d'exploiter a été accordée pour une durée de 20 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Aménagements préliminaires concernant la poursuite de l'exploitation de la carrière
- Contrôle des accès et circulation dans l'établissement
- Gestion des déchets d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Accès	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4 de l'annexe	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.1 de l'annexe	/	Sans objet
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.2 de l'annexe	/	Sans objet
3	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.3 de l'annexe	/	Sans objet
5	Mise en défens	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5 de l'annexe	/	Sans objet
6	Poursuite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.6 de l'annexe	/	Sans objet
7	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 7.1 > 7.1.2 de l'annexe	/	Sans objet
8	Circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 7.1 > 7.1.3 de l'annexe	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.18 de l'annexe	/	Sans objet
10	Stockage des déchets d'extraction inertes	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a dûment notifié au préfet et au maire de la commune de Bourron-Marlotte la poursuite d'exploitation de la carrière et transmis le plan de bornage de la carrière à l'inspection des installations classées.

Les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés aux articles 4.1 à 4.5 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 sont terminés.

Cependant, l'exploitant doit mettre en place des panneaux pour signaler le débouché de la carrière sur la voie publique, en accord avec le service gestionnaire de la voirie.

Par ailleurs, l'ensemble du site est bien entretenu et son accès est sécurisé. Les zones de danger et les règles de circulation dans l'établissement sont correctement signalées. Les zones mises en défens sont balisées.

Enfin, la gestion des déchets d'extraction inertes est réalisée de manière satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.1 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : À l'entrée de la carrière, un ensemble de panneaux indique l'identité de l'exploitant, la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le périmètre de l'autorisation de la carrière ainsi que le plan de circulation au sein du site, et mentionne que le plan de remise en état est consultable à la mairie de Bourron-Marlotte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.2 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait implanter : <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, y compris les parcelles enclavées (si nécessaire fait implanter de nouvelles bornes) ;- les bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille. Les bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Dès la mise en service de l'installation, l'exploitant transmet le plan de bornage à l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II ou Lambert 93.
Constats : En complément des bornes existantes, de nouvelles bornes ont été implantées en septembre 2021 à l'ouest et au sud de la carrière pour délimiter le périmètre de l'autorisation. Le plan de bornage de la carrière, sur lequel figurent la position des différentes bornes et un tableau indiquant leurs coordonnées dans le système de projection Lambert 93, a été transmis le 1er mars 2022 à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.3 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place si nécessaire à la périphérie de cette zone. Son implantation est actualisée en tant que de besoin.
Constats : La mise en place d'un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation n'est pas nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.4 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le débouché du site sur la voirie publique est signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Les aménagements de l'accès à la voirie publique font l'objet d'un accord entre le service gestionnaire de celle-ci et l'exploitant. Des panneaux de signalisation de type A14 avec mention « sortie de carrière » sont implantés de part et d'autre du débouché de l'accès. La voie d'accès à la carrière est goudronnée jusqu'au débouché sur la voie publique.
Constats : La voie d'accès à la carrière est revêtue d'enrobé jusqu'au débouché sur le carrefour à sens giratoire de la voie publique. Concernant la signalisation du débouché de la carrière, l'exploitant doit mettre en place, en accord avec le service gestionnaire de la voirie publique, des panneaux « sortie de carrière » implantés avant le carrefour à sens giratoire, sur les routes de Villiers et de la Sablière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Mise en défens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.5 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en défens les zones de Epipactis brun rouge et de Spargoute printanière reportées sur la carte située après la page 179 de l'étude d'impact.
Constats : Les zones d'Epipactis brun rouge et de Spargoute printanière, représentées respectivement en jaune et en orange sur le plan de localisation des espèces végétales concernées par la mise en défens figurant en annexe à l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021, sont balisées. L'exploitant devra veiller au bon état des piquets et rubalise servant à délimiter ces zones mises en défens.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Poursuite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.6 de l'annexe
Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La poursuite de l'exploitation est réputée réalisée dès lors que : <ul style="list-style-type: none"> - les aménagements tels qu'ils sont précisés aux articles 4.1 à 4.5 ci-dessus sont achevés ; - le document justifiant de la constitution des garanties financières telles que prévues au chapitre 8 ci-après, calculées avec le dernier indice TP01 disponible et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par arrêté ministériel, est transmis au Préfet. L'exploitant notifie au Préfet et au maire de la commune de BOURRON-MARLOTTE la poursuite de l'exploitation.
Constats : Les aménagements préliminaires précisés aux articles 4.1 à 4.5 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 sont terminés sauf en ce qui concerne la signalisation du débouché de la carrière sur la voie publique. Le document attestant la constitution des garanties financières a été transmis au préfet le 11 juin 2021. L'exploitant a notifié au préfet et au maire de la commune de Bourron-Marlotte, par courriers en date du 15 février 2022, la poursuite d'exploitation de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 7.1 > 7.1.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats : Une clôture est présente pour interdire l'accès dans le périmètre de la carrière.</p> <p>En dehors des heures d'activité, notamment entre 12h00 et 13h00, une barrière interdit aux véhicules d'emprunter la voie d'accès à la carrière et le portail permettant d'accéder dans la carrière est fermé avec une serrure.</p> <p>De nombreuses pancartes sont mises en place pour signaler les différents types de danger.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 7.1 > 7.1.3 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p>
<p>Constats : Le plan de circulation au sein du site est affiché à l'entrée de la carrière.</p> <p>À l'intérieur de la carrière, les voies de circulation sont bien délimitées. Des panneaux sont mis en place pour indiquer le sens de circulation des véhicules et les limites de vitesse en fonction des caractéristiques des voies (50 km/h sur les voies revêtues d'enrobé, 30 km/h sur les pistes et 20 km/h pour les voies en pente).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article 4.18 de l'annexe
Thème(s) : Actions nationales 2022, Consignes et plans d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p>Constats : Le plan de gestion des déchets d'extraction inertes de la carrière de Bourron a été mis à jour en mars 2022.</p> <p>Ce plan de gestion est complet et présente de manière satisfaisante la caractérisation des déchets produits par l'extraction en carrière et le traitement des matériaux en usine, le stockage des déchets d'extraction, les quantités de matériaux de découverte stockés et leur localisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage des déchets d'extraction inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Déchets d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.</p> <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p>
<p>Constats : Deux zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont présentes sur le site depuis de nombreuses années.</p> <p>Ces zones sur lesquelles les stériles de découverte sont stockés depuis plus de 3 ans sont représentées sur le plan topographique annuel d'exploitation de la carrière en indiquant leur volume.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet